

IL SERA APPLIQUÉ À PARTIR DE LA PROCHAINE RENTRÉE SCOLAIRE

Un nouveau système d'évaluation national unifié

Un nouveau système d'évaluation des élèves des cycles primaire et moyen sera appliqué à partir de la rentrée prochaine. Avant, le ministère de l'Education nationale a mis en place un plan annuel de formation au profit des enseignants pour l'application d'un système d'évaluation national unifié.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Le système d'évaluation ne sera pas seulement revu mais unifié. Plus question que chaque enseignant évalue ses élèves à sa manière.

Le secrétaire général du ministère de l'Education nationale qui s'exprimait hier sur les ondes de la Radio nationale Chaîne 3 a indiqué qu'un plan annuel d'apprentissage sera mis en place, à partir du mois de juillet prochain, pour former les enseignants à ce nouveau modèle d'évaluation. D'ailleurs, selon Nedjadi Messegum, même les 41 000 nouveaux enseignants qui seront recrutés pour la rentrée prochaine seront formés à cette nouvelle méthode pédagogique.

Le but de la formation, dit-il, c'est d'arriver à mettre en place un plan d'apprentissage et de pouvoir mettre à la disposition des ensei-

nants un plan d'évaluation annuel à suivre. «Il faut mettre en place un système unifié pour que l'opération d'évaluation soit opérationnelle», a-t-il soutenu.

L'invité de la radio a indiqué que l'enseignant doit savoir par exemple le nombre d'évaluations annuelles à pratiquer et à quel moment ces évaluations doivent être programmées. Selon lui, sur le plan international, l'enseignant fait une évaluation après toutes les dix heures d'enseignement pour vérifier si l'apprentissage a été acquis. Or, dit-il, en Algérie ceci a été laissé à l'appréciation de chaque enseignant dont certains décident d'une évaluation après 20 heures d'enseignement ou plus. «Nous allons réguler tout ça et mettre un dispositif unifié que tous les enseignants doivent s'approprier, tout comme nous leur



Le système de notation sera préservé.

avons fourni un outil pour la remédiation pédagogique qui leur permettait de remédier aux difficultés et lacunes des élèves», a indiqué l'inspecteur général. Concernant le nouveau système d'évaluation qui sera appliqué à partir de la rentrée scolaire prochaine au profit des élèves des cycles primaire et moyen, l'invité de la rédaction a

expliqué que le système de notation ne sera pas supprimé. Il s'agit, selon lui, de passer d'un système de contrôle basé uniquement sur la notation à une évaluation pédagogique qualitative.

«La notation est un système social que nous devons préserver mais nous devons lui donner un sens à travers l'identification du

niveau de maîtrise dans telle ou telle compétence. Nous allons mettre fin aux anciennes pratiques d'évaluation de jugement avec des appréciations comme bon, moyen ou mauvais élève, à un système d'évaluation d'explication basé sur des pratiques d'appréciation objectives et des indicateurs qui permettent à l'enseignant de savoir quel est la lacune à prendre en charge», a expliqué l'intervenant.

Cette nouvelle pratique, souligne-t-il, est déjà pratiquée par 30% de la population des enseignants depuis 2005. L'objectif est de la généraliser à travers l'ensemble des établissements scolaires sur le territoire national. D'ailleurs, selon M. Messegum, cette nouvelle approche devait être appliquée depuis 2003 avec la mise en place des premières réformes du secteur.

«Nous sommes encore dans un système d'évaluation de notation qui n'a pas suivi le changement des programmes introduits en 2003», a-t-il indiqué.

S. A.

L'ANP PRÉSENTE À UNE FOIRE DE LA PRODUCTION ALGÉRIENNE EN MAURITANIE

L'exportation en ligne de mire

C'est une première. Le ministère de la Défense nationale a annoncé, hier, dans un communiqué qu'il participe depuis lundi, aux côtés d'une cinquantaine d'autres entreprises nationales de divers secteurs, à une foire de la production algérienne qui se tient jusqu'à dimanche prochain à Nouakchott, la capitale mauritanienne.

Une première, donc, qui illustre l'orientation de l'armée algérienne depuis quelques années, décidée à ne plus se contenter de son rôle classique de défense et de sécurité pour s'insérer dans le monde de l'industrie et, partant, ne plus dépendre, du moins pas entièrement, de l'extérieur pour ses besoins très particuliers, notamment en équipements et en matériels roulants et, bien entendu, de certaines catégories d'armement.

Sur le lieu de la manifestation, la ministre mauritanienne du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme a eu un aperçu sur «les capacités industrielles de l'ANP dont les établissements à caractère économique et industriel participent au raffermissement du tissu industriel national, la prospection de nouveaux marchés étrangers et la diversification des sources de revenus», énonce le communiqué du MDN.

C'est une sortie qui offre donc à l'armée nationale l'opportunité de montrer ce qui se fait au sein de ce qui s'apparente, dans le civil, à un groupe économique et industriel. Une entité qui n'a cessé de prendre de l'ampleur et qui suggère, à travers la participation à cette foire extra-muros, qu'au sein de l'armée, on lorgne l'exportation.

Une suite logique au regard de la multitude d'investissements consentis depuis plusieurs années dans certaines activités comme la confection, dont certains produits sont exposés à la foire de Nouakchott. C'est, ainsi, un pan de cette armée moderne dont font état les discours officiels depuis plusieurs années maintenant qui se révèle, comme l'attestent les lourds investissements engagés dans l'in-

dustrie mécanique avec le très médiatisé partenariat MDN-Mercedes Benz et bien d'autres encore, à l'instar du projet algéro-italien pour la fabrication d'hélicoptères ou des partenariats que projette l'Etablissement d'habillement et de couchage, présent à Nouakchott, de matérialiser

avec des sociétés de Suède et du Portugal. Ceci, sans parler des unités de l'armée qui font dans la fabrication et le recyclage de l'armement et des munitions. Une panoplie de l'activité tout ce qu'il y a d'économique de l'armée algérienne qui, il est vrai, peut se le permettre, elle qui occupait en 2016,

selon Global Power, le plus connu des sites américains spécialisés dans les questions de défense, la 26^e place du classement mondial des armées les plus puissantes, avec le 22^e plus gros budget également au monde.

M. Azedine

COMPLEXE SIDER EL HADJAR

Redémarrage de la production de fonte

Les manœuvres et les manipulations tendant à décourager les responsables et les salariés pour relancer la production sidérurgique au complexe El Hadjar (Annaba) ont échoué. La toute dernière tentative est, selon le secrétaire général du syndicat de l'entreprise, Noureddine Amouri, celle de Mohamed Amir, chef de file du RND Annaba et tête de liste aux législatives du 4 mai 2017. Il avait affirmé que, réhabilitation ou pas, le HF N°2 et les installations du complexe sidérurgique El Hadjar ne fonctionneraient jamais plus.

Le démenti est cinglant. Il émane du président du conseil d'administration Maâmar Habache, du directeur général, El Hadi Laskri, du directeur de la production Noureddine Maâtallah et du secrétaire général N. Amouri, tous de l'entreprise du complexe sidérurgique El Hadjar. C'est dans ce cadre qu'ils ont provoqué une conférence de presse. Pour eux, presse, écrite, parlée et celle télévisée sont les meilleurs moyens pour démontrer que, contrairement à ce qu'affirment les détracteurs, l'opération de remise en production de toutes les installations a été réussie. Elle a été réalisée en deux phases pour un montant global de 720 millions de dollars.

La première phase de réhabilitation de ces installations a concerné la PMA, le HF n°2,

ACO 1 nécessitant une enveloppe financière de 437 millions de dollars. Le reste a servi à remettre en état les trois aciéries, les laminoirs et autres équipements de production. La gestion rationnelle de l'enveloppe globale a permis de faire des économies de plus de 51 millions de dollars pour la réalisation d'autres options. «Notre objectif d'atteindre dans un premier temps 1,2 million de tonnes est atteint. Au 31 décembre, nous devons enregistrer 680 000 tonnes d'acier liquide. Depuis le 1^{er} mai, nous en sommes à 29 000 tonnes de fonte conforme dont 4 700 tonnes de fonte gueuse que nous destinons à l'exportation. Ce bon début contredit les manipulateurs de tout bord», a affirmé Maâmar Habache. Il faut préciser que cette production

«propre» a été réalisée après plusieurs essais dont ceux du 19 mars et du 24 avril derniers après la mise à feu du HF totalement réhabilité réalisé en présence du Premier ministre Abdelmalek Sellal lors de sa dernière visite au complexe.

Il faut dire qu'au complexe El Hadjar, malgré le fort taux d'endettement avec 104 milliards de dinars et des difficultés de paiement des salaires, le temps est à l'optimisme. En termes de production, tout marche sur des roulettes y compris l'approvisionnement en minerai de fer à partir des mines de l'Ouenza et Boukhadra. «Nous devons remercier l'entreprise SNTF pour les efforts qu'elle a consentis dans la rénovation de la ligne ferroviaire Ouenza-Boukhadra-El Hadjar.

On n'aura plus à procéder par camion pour le transport du minerai. C'est ce qui va nous faciliter la production pour atteindre à l'avenir graduellement les 2,2 millions de tonnes/an d'acier», a indiqué le secrétaire général du syndicat.

Entre autres objectifs planifiés, la production des lames d'acier destinées au développement de l'industrie automobile en Algérie. C'est ce qu'a tenu à préciser le directeur général de

l'entreprise. Il devait annoncer la signature de deux conventions de recherches dans la sidérurgie, l'une avec les laboratoires de l'université Badji-Mokhtar, l'autre avec ceux internes à l'entreprise Sider regroupés dans l'unité de recherche «Urasim». Ainsi, tout semble avoir été revu pour éviter les erreurs de gestion à l'origine du long arrêt de la production au complexe sidérurgique El Hadjar. Sans aller plus loin dans sa déclaration, le président du conseil d'administration a parlé des péripéties à rebondissement auxquelles la réhabilitation des installations du complexe a été confrontée depuis l'année 2012 précédée d'études sur l'opportunité et la faisabilité.

Il a ainsi cité les difficultés rencontrées avec l'ex-partenaire, la décision de l'Etat algérien de récupérer son bien avec acquisition de la totalité des actions du capital de l'entreprise et de l'enveloppe financière débloquée pour cette réhabilitation. «Nous avons projeté d'atteindre les 2,2 millions de tonnes d'acier, et c'est ce qui sera fait avec la détermination de l'ensemble des travailleurs», a affirmé le président du conseil d'administration.

A. Bouacha